

Cohésion sociale et territoriale en Île-de-France : quelles missions pour les communautés ?

Le séminaire organisé ce mardi 24 novembre par l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France (IAU-IDF) en partenariat avec l'AdCF a permis de mettre en évidence **l'implication croissante des communautés franciliennes dans les champs du renouvellement urbain et de la politique de la ville.**

Souvent décriée (et parfois injustement) pour son manque de « consistance », l'intercommunalité francilienne se révèle ambitieuse dans ces deux domaines, tant par ses modes d'intervention que de ses participations financières. C'est ce qu'il ressort de l'étude menée par l'IAU-IDF dont les principaux enseignements ont été présentés lors de ce séminaire.

Cette étude porte sur la façon dont les intercommunalités définissent, en lien avec les communes, leurs prérogatives en matière de politique de la ville. Dans cette perspective, **l'étude est centrée sur l'analyse du dispositif des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) pour le volet social, et des projets de rénovation urbaine (PRU) pour le versant urbain de la politique de la**

ville.

L'objectif est de mieux comprendre quelle est la répartition des compétences entre les échelons communaux et communautaires.

Tantôt coordinatrice des actions municipales, tantôt chef de file sur les volets urbains et/ou sociaux de la politique de la ville, l'intercommunalité francilienne s'affirme peu à peu comme une échelle possible des solutions et comme un acteur de la cohésion sociale et territoriale dans une région métropolitaine où les problématiques de désaffiliation urbaine se posent avec une acuité toute particulière.

Alors même que les démarches de conventionnement ANRU sont largement concentrées à l'échelle communale, les communautés d'Île-de-France se trouvent aujourd'hui impliquées dans le financement et la coordination de nombreux projets de rénovation urbaine, comme sur les territoires des communautés d'Evry Centre Essonne, de Plaine Commune, de Sénart Val de Seine ou encore de Mantes en Yvelines.

Dans le but d'identifier les registres d'intervention – très diversifiés - **des 33 communautés d'agglomération franciliennes sur les volet social et urbain de la politique de la ville, l'étude propose aussi une typologie.**

Par cet exercice, l'IAU cherche à éclairer les circonstances qui ont conduit les différentes communautés à opérer leurs choix, traite des difficultés qu'elles rencontrent dans l'exercice quotidien de leurs missions.

Au-delà des économies d'échelle versées à leur actif, leur capacité à reconstruire des liens et ouvrir les quartiers concernés sur la ville est mise en débat, en terme d'**insertion par l'emploi, d'habitat et d'accès aux équipements.** Enfin, « les bonnes pratiques » et les opportunités qui sont offertes par les interventions intercommunales sont mises en exergue.

> Pour en savoir plus, télécharger le tome 2 de l'étude de l'IAU rassemblant les monographies et fiches expériences des communautés d'agglomération d'Île-de-France :

http://www.iau-idf.fr/fileadmin/Etudes/etude_635/monographie_interco_tome2.pdf

La concertation autour du Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France se prolonge, parallèlement aux débats sur le projet de loi Grand Paris

Un séminaire rassemblant les élus franciliens se tiendra le jeudi 3 décembre prochain au Stade de France à Saint-Denis autour de la concertation organisée par le STIF, dans le cadre de la révision du Plan de déplacements urbains d'Île-de-France. Les communautés d'Île-de-France, dont certaines revendiquent le statut d'autorités organisatrices des transports de proximité (AOP) par voie de délégation de compétence, sont bien évidemment concernées au premier chef.

> Contact pour toute information et inscription : Christelle Bruyère, Tél. direct : 01 49 29 09 73, Mobile : 06 73 51 21 51, e-mail : cbruyere@idcommunes.com